MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NEW DELHI

N° 37 – Du 1er au 7 octobre 2021

En bref

Bangladesh : Fitch rehausse sa prévision de croissance à 6,3% pour l'exercice 2022. SANOFI conclut sa transaction de cession de ses actifs au Bangladesh. Investissements annoncés de 2,5 Mds USD dans les filatures d'ici 2023.

Bhoutan : Proposition de nouvelles incitations fiscales. Contraction de la croissance économique de 10,1% en 2020. Dialogue commercial Bangladesh-Bhoutan.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Projection de croissance pour 2021/22 à 8,3% pour la Banque mondiale et 8,7% pour Fitch. Moody's : révision de la perspective de « négative » à « stable ». Hausse de l'indice PMI manufacturier et inflexion de celui des services. *Finances publiques :* 400 Mds INR transférés aux Etats fédérés au titre de la compensation de GST. *Politique commerciale :* Lancement de négociations commerciales avec l'Australie. Retrait du plafond de 49% auquel étaient soumis les IDE dans le secteur des télécommunications. *Emploi :* Augmentation de 7 M des emplois salariés en septembre. Initiative de Microsoft pour la formation de près de 10 M de demandeurs d'emplois. Diminution de la demande de travail dans le cadre du MGNREGS. *Autres informations :* Enquête à la suite des *Pandora Papers*. L'Inde, un des plus grands marchés du numérique. Pénurie de charbon. Création de 7 parcs industriels dans le secteur textile. Recul des projets d'investissements au T2 2021/22.

Népal : Le Népal et l'Inde signent un protocole d'accord sur le chemin de fer Katmandou-Raxaul. La Banque centrale étudie la possibilité de mise en place d'un système de monnaie numérique. Plan d'investissement de 365 Mds NPR dans les infrastructures électriques d'ici 2025. Amélioration des performances du secteur manufacturier au T4 2020/21.

Pakistan : Grands indicateurs économiques. Forte aggravation du déficit commercial au T1 2021/22. Les « *Pandora's papers* » identifient 700 Pakistanais ayant utilisé des sociétés offshore. Mobilisation des milieux d'affaires et des industriels du textile pour faciliter le renouvellement du statut de SPG+. Explosion de la cybercriminalité depuis le début de la crise du Covid-19.

Sri Lanka : Investissement record de 650 M USD dans les infrastructures portuaires. Banque mondiale : Prêt de 500 M USD pour la connectivité routière des régions rurales. BAsD : prêt de 110 M USD pour le système de santé. Nouvelle feuille de route de la Banque centrale pour les 6 prochains mois.

Bangladesh

Fitch rehausse sa prévision de croissance à 6,3% pour l'exercice 2022

L'agence de notation *Fitch Solutions* a révisé à la hausse sa prévision de croissance pour l'exercice en cours clos au 30 juin 2022, à 6,8% contre 5,5% précédemment, en raison principalement de la reprise efficace de la campagne de vaccination, qui accompagne celle de la consommation. Selon *Fitch*, la consommation privée devrait progresser de 8,5% sur l'exercice fiscal 2022.

Près de 50 M de doses de vaccins ont été injectées en septembre dernier, après une interruption de quatre mois entre l'arrêt des livraisons d'AstraZeneca indien (*Covishield*) et l'arrivée des vaccins chinois, américains et japonais. La cible est de 134 M de personnes vaccinées en février prochain, soit 80% de la population. Pour l'heure, 21% de la population à reçu la 1ère dose et 11% la 2nde.

SANOFI conclut sa transaction de cession de ses actifs au Bangladesh

SANOFI conclut au bout de deux ans sa transaction de cession annoncée en septembre 2019, en vendant pour près de 41 M EUR ses actifs au 3ème opérateur pharmaceutique bangladais. C'est la plus grosse acquisition réalisée sur un opérateur étranger par un groupe bangladais dans ce secteur.

SANOFI a officialisé le 30 septembre dernier sa transaction avec le groupe bangladais BEXIMCO Pharmaceuticals Ltd et à ce titre la cession de ses parts majoritaires (54,64%) dans sa filiale locale SANOFI BANGLADESH, une *joint-venture* établie en 1958 par la filiale britannique May & Baker du groupe Rhône-Poulenc, bien avant l'indépendance du pays en 1971.

L'Etat y dispose aujourd'hui d'une participation globale de 45,36% du capital. L'accord avec BEXIMCO avait été signé le 20 janvier dernier.

Filiale du conglomérat multisectoriel BEXIMCO, dont le vice-président fondateur Salman RAHMAN est une personnalité politique de 1er plan, Beximco Pharma Ltd (BPL) est le 3ème acteur du marché, derrière SQUARE, n°1 depuis 1985, et INCEPTA. Fondé en 1976, ancien franchisé des laboratoires BAYER, listé sur la bourse de Dhaka depuis 1986, BEXIMCO PHARMA a réalisé lors de l'exercice budgétaire 2020 un chiffre d'affaires de 25,6 Mds BDT (256 M EUR, dont 27 M EUR à l'export), pour un bénéfice après impôts de 35 M EUR. Sa capitalisation boursière s'élevait le 5 octobre à plus de 112 Mds BDT (1,1 Md EUR). Au 31 août 2021, son actionnariat est détenu à 30% par les actionnaires fondateurs, 20% par des institutionnels, 30% par des investisseurs étrangers et 20% par le grand public.

Investissements annoncés de 2,5 Mds USD dans les filatures d'ici 2023

L'interprofession BTMA (*Bangladesh Textile Mills Association*) annonce 2,5 Mds USD d'investissements productifs dans 25 filatures dont 13 nouvelles usines et 12 extensions, représentant 70 000 emplois industriels. Au total, 2,5 M de broches supplémentaires seront mises en production en 2023, contre une capacité installée de 13 M de broches, soit une hausse de 19%.

L'essentiel des investissements ira dans la production de fibres synthétiques (MMF ou *Man-made Fibre*) permettant à l'industrie de la confection de monter en gamme et de sortir de la dépendance du coton. 70% des exportations du secteur (32,59 Mds USD sur l'exercice 2020-2021 soit 84% des exportations du pays) concernent encore des articles en coton.

Le marché mondial est aujourd'hui couvert à 78% par la MMF , pour une valeur évaluée à 60 Mds USD en 2020, contre 22% pour les articles en coton selon l'*International Textile Manufacturers Federation* (ITMF).

Les 25 projets représentent un besoin annuel supplémentaire de 2,5 M de balles de coton, équivalent à 30% des importations du pays (8,2M de balles en 2020/21). Les 433 filatures en activité en 2020 représentent une capacité annuelle de 3,27 M de tonnes de fil.

La reprise économique sur les marchés occidentaux a dopé les commandes et les industriels bangladais peinent à répondre. Les filatures couvrent 85 à 90% des besoins en fils et

tissus pour les articles de tricots et seulement 40% pour la confection, dont les tissus sont encore massivement importés. En 2020, les importations ont représenté respectivement 229.000 t et 421.000 t.

Bhoutan

Proposition de nouvelles incitations fiscales

Des représentants du secteur privé ont proposé au ministère des Finances l'ajout de nouvelles incitations fiscales à celles étendues jusqu'à l'année prochaine par l'Assemblée nationale.

Selon le président de la Chambre de commerce et d'industrie bhoutanaise, les incitations existantes n'ont eu qu'un impact minimal sur l'attractivité du Bhoutan. Les principales demandes concernent des incitations fiscales dans le secteur agricole, des exemptions sur les rénovations d'hôtels ou encore l'instauration de nouvelles incitations pour les entreprises employant uniquement des travailleurs Bhoutanais. Certains secteurs, dont la construction, font en effet encore largement appel à des travailleurs étrangers, majoritairement indiens. Une incitation fiscale en ce sens existe, mais est considérée comme insuffisamment efficace par les chambres de commerce.

Le Bhoutan est un pays plutôt fermé aux investissements étrangers qui oscille entre volonté de développer les secteurs prioritaires tels l'hydroélectricité ou le numérique tout en préservant son environnement et sa culture (refus de grandes enseignes, obligations constitutionnelle de consacrer 60% du territoire aux forêts).

Contraction de la croissance économique de 10,1% en 2020

D'après les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques, l'économie du Bhoutan a connu une croissance négative de 10,1% en 2020, contre +5,8% en 2019. Le secteur de l'industrie, qui détient la part la plus élevée du PIB à 46,4%, a connu une baisse de 12,9%, tout comme les services (34,4% du PIB) qui se sont contractés de 10,7%. Dans le même temps, le secteur primaire, qui représente 19,2% du PIB, a enregistré une croissance de 4,6%. La croissance plus élevée du secteur primaire est attribuable à l'augmentation de la production de cultures comme le paddy, le sarrasin, le blé, l'orge, la moutarde et la cardamome, entre autres.
Selon l'optique des dépenses (demande), les dépenses du gouvernement ont connu une croissance de 4,1% tandis que la consommation privée a diminué de 8%. Enfin, le déficit commercial en 2020 a augmenté de 6,3%.

Dialogue commercial Bangladesh-Bhoutan

L'ambassade du Bangladesh au Bhoutan a organisé un événement commercial intitulé « *Bangladesh Bhutan Business Dialogue* » à Bumthang. L'événement a été l'occasion d'échanger des idées avec la communauté d'affaires locale sur la maximisation des avantages de l'accord de libre-échange récemment signé entre les deux pays.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Projection de croissance pour 2021/22 à 8,3% pour la Banque mondiale et 8,7% pour Fitch

La Banque mondiale a maintenu la projection de croissance du PIB réel de l'Inde à 8,3% pour 2021/22. La Banque cite les effets positifs éventuels de l'augmentation de l'investissement public et des incitations pour le développement du secteur manufacturier. Un ralentissement est néanmoins prévu pour 2022/23 à 7,5%.

La Banque mondiale a cependant mis en garde contre les risques à moyen terme, dont la détérioration de la qualité des actifs, l'inflation élevée et la poursuite de la pandémie.

Fitch Ratings a, au contraire, revu sa prévision de croissance de juin dernier à la baisse pour 2021/22, en la ramenant de 10% à 8,7%. L'agence de notation explique cette dégradation par l'incidence de la 2ème vague de Covid-19 survenue

en avril. L'agence a cependant revu à la hausse sa prévision pour 2022/23 à 10% ; selon ses estimations, la 2ème vague de contaminations n'a fait que différer la reprise économique sans l'annihiler.

Moody's : révision de la perspective de « négative » à « stable »

Dans le sillage des entretiens qui avaient eu lieu entre l'agence de notation et le ministère des finances la semaine dernière, Moody's a conservé la note Baa3 mais relevé la perspective de notation souveraine de l'Inde de « négative » à « stable». L'agence estime que les risques liés à la pandémie diminuent et que l'économie indienne montre des signes encourageants de reprise. Elle anticipe une croissance du PIB de 9,3% en 2021/22 après une contraction de 7,3% en 2020/21.

Moody's rappelle toutefois que le déficit public doit être effectivement réduit à moyen terme pour éviter une détérioration de la note souveraine. L'agence de notation avait dégradé la perspective en novembre 2019, puis dégradé la notation de Baa2 à Baa3, la plus basse, en juin 2020. A rappeler cependant la faible part de la dette externe dans la dette publique indienne totale (6,1% fin juin 2021). En outre, Moody's a revu la perspective de « négative » à « stable » pour 18 entreprises indiennes dont Reliance Industries, Infosys, SBI ou Axis Bank.

Hausse de l'indice PMI manufacturier et inflexion de celui des services

L'indice PMI manufacturier pour le mois de septembre s'élève à 53,7, après 52,3 en août. Sur le S1 2021/22, l'indice se maintient en moyenne au-dessus de la barre des 50, ce qui traduit l'expansion de l'activité, à 52,6, malgré une contreperformance en juin (48,1).

Concernant les services, l'indice PMI est, en septembre, de 55,2. Il s'agit de l'une des meilleures performances du semestre dont la moyenne est de 49,8, révélatrice d'une contraction de l'activité et de la difficulté du secteur à retrouver son niveau d'avant la 2ème vague de Covid-19 en avril.

Evolution des indices PMI

Finances publiques

400 Mds INR transférés aux Etats fédérés au titre de la compensation de GST

La ministre des Finances a accordé une compensation de GST à hauteur de 400 Mds INR (5,3 Mds USD) destinée aux Etats et Territoires de l'Union. Cette compensation vise à combler le manque à gagner des Etats fédérés résultant de la mise en place de la *Good and Services Tax* (GST). Avec ce transfert, le montant total des compensations pour l'exercice en cours atteint 1150 Mds INR (15,4 Mds USD). Ces compensations devraient être financées par des obligations d'Etat à cinq et deux ans.

Politique commerciale

Lancement de négociations commerciales avec l'Australie

Les ministres indien et australien du commerce ont formellement lancé les négociations commerciales bilatérales. L'objectif est un accord intérimaire en décembre 2021 suivi d'un accord complet d'ici fin 2022. Les parties ont par ailleurs décidé d'inclure le secteur du *e-commerce* dans leurs négociations et l'accord final. Les échanges bilatéraux ont représenté 13,5 Mds USD en 2019 (1,6% du commerce extérieur de l'Inde).

Cette annonce fait suite à celle d'un accord intérimaire avec le Royaume-Uni prévu également pour la fin de l'année et l'ouverture de

négociations commerciales avec les Emirats Arabes Unis en septembre dernier.

Retrait du plafond de 49% pour les IDE dans le secteur des télécommunications

Le gouvernement a supprimé le plafond de 49% auquel étaient soumis dans le cadre de la procédure automatique (sans autorisation préalable du gouvernement) les investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur des télécommunications. Dans le cadre de cette procédure automatique, les investisseurs doivent simplement notifier à la RBI leur acquisition, *a posteriori*. A noter toutefois que les investissements en provenance de pays frontaliers de l'Inde restent soumis à approbation gouvernementale. Cette règle avait été instaurée par l'Inde à la suite des tensions frontalières avec la Chine à l'été 2020.

La décision est avant tout motivée par la volonté d'attirer des investisseurs non-résidents pour apporter de l'argent frais à un secteur en consolidation et fortement endetté.

Emploi

Augmentation de 7 M des emplois salariés en septembre

La hausse des emplois salariés en septembre est la plus importante depuis janvier 2020 (+8 M), selon les données du *Center for Monitoring Indian Economy* (CMIE), un *think tank* non gouvernemental. Fin septembre, plus de 84 M de personnes étaient salariées. Si ces chiffres peuvent appuyer les annonces de reprise économique, ils ne peuvent être révélateurs de l'ensemble de l'emploi en Inde, puisque la majorité de la population (80% estimés) est employée dans le secteur informel.

Initiative de Microsoft pour la formation de près de 10 M de demandeurs d'emplois

Microsoft a lancé, en collaboration avec le ministère du Travail et de l'Emploi, l'initiative *DigiSaksham* de formation gratuite dans les domaines du digital et de l'informatique avancée, à destination de 300 000 jeunes la première année puis de 10 M au total, dans les régions semi-urbaines. La formation sera accessible via la plateforme National Career Service.

Diminution de la demande de travail dans le cadre du MGNREGS

En septembre, la demande de travail rural via le programme *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme* (MGNREGS) a atteint un plus bas en 17 mois. Selon les chiffres officiels, seules 28,6 M de personnes ont demandé du travail via le programme, contre 32,1 M en août. Ces chiffres sont cependant difficiles à interpréter. Il est loisible de le faire en les interprétant comme un signal de la reprise économique dans les villes mais on peut également considérer que certains travailleurs se sont retirés du marché du travail.

Demandes de travail du MGNREGS en millions

Autres informations

Enquête à la suite des *Pandora Papers*

Le gouvernement indien a ordonné une enquête diligentée par le *Central Board of Direct Taxation*, concernant les évasions fiscales révélées par les *Pandora Papers*. 350 noms de personnalités indiennes ont été cités dans le rapport.

L'Inde, un des plus grands marchés du numérique

Selon les déclarations du ministre du Commerce Piyush Goyal, à l'occasion du 2nd *Global Fintech Fest-2021*, l'Inde se positionne comme l'un des futurs plus grands marchés numériques au monde. Le taux d'adoption des *Fintech* en Inde est de 87% contre 64% pour la moyenne

mondiale et compte plus de 2 100 entreprises spécialisées. Le marché est estimé à 31 Mds USD et pourrait atteindre 84 Mds USD d'ici 2025.

Pénurie de charbon

Depuis début septembre, le nombre de centrales électriques dont la réserve de charbon ne dépasse pas huit jours est passé de 79 à 104 et le stock de 64 d'entre elles ne dépasse pas quatre jours. L'approvisionnement de charbon n'est pas suffisant pour répondre à la demande d'électricité, selon les données de l'opérateur *Power System Operation Corporation* (POSOCO).

La pénurie atteint 21 MU (millions d'unités) le 2 octobre contre 10 MU un mois plus tôt. La production d'électricité en Inde dépend à 70% du charbon tandis que les producteurs d'acier et d'aluminium indiquent déjà ressentir les effets de la hausse des prix du charbon. Ces difficultés pourraient, si elles étaient amenées à se poursuivre dans le temps, affecter la reprise économique de l'Inde et alimenter la hausse des prix à la production.

Création de 7 parcs industriels dans le secteur textile

Le gouvernement a approuvé le programme MITRA (*Mega Investment Textiles Park*) de 44,5 Mds INR (6 Mds USD) visant la création, en cinq ans, de 7 méga parcs industriels dédiés à l'industrie textile. Chacun d'eux devrait générer quelque 100 000 emplois directs et 200 000 indirects. Leur localisation n'est pas encore connue et fera l'objet d'une mise en concurrence des Etats sur la base d'une liste de critères précis tels que la connectivité ou le développement du droit du travail. Certains Etats dont le Gujarat, le Maharashtra, le Bihar, le Madhya Pradesh et le Tamil Nadu ont déjà fait connaître leur intérêt à participer au projet. Les produits textiles et de prêt-à-porter constituent un des principaux secteurs d'exportation de l'Inde, le 6ème en 2019 avec 5% des exportations totales (16,3 Mds USD).

Recul des projets et d'investissements au T2 2021/22

Selon les données du CMIE, les annonces d'investissements pour de nouveaux projets industriels ou l'extension de projets existants représentent 1 000 Mds INR (13,4 Mds USD) au T2 2021/22 (juil. – sept.) contre 2 500 Mds INR au trimestre précédent et 2 600 Mds INR un an plus tôt. Ces chiffres confirment la fragilité de la reprise économique et devront continuer de faire l'objet d'un suivi au cours des prochains trimestres alors que les investissements dans les infrastructures sont un pilier de la relance économique, annoncé dans le budget 2021/22 en février dernier.

Népal

Le Népal et l'Inde signent un protocole d'accord sur le chemin de fer Katmandou-Raxaul

Le Népal a signé jeudi un protocole d'accord avec l'Inde à New Delhi pour un projet de chemin de fer de 3,2 Mds USD reliant Katmandou à Raxaul, ville frontalière indienne, permettant une connexion directe avec le réseau ferroviaire indien. Actuellement, les livraisons de marchandises en provenance de l'étranger sont acheminées par chemin de fer au dépôt de conteneurs intérieur de Birgunj et transférées à Katmandou et à d'autres endroits par la route.

Deepak Kumar Bhattarai, directeur général du Département des chemins de fer du Népal, et Anurag Bhushan, co-secrétaire de l'Administration des partenariats de développement du ministère indien des Affaires étrangères, ont signé le protocole d'accord au nom de leurs gouvernements respectifs.

Outre l'intérêt économique, ce projet pourrait constituer une réponse indienne au projet de ligne de chemin de fer chinoise reliant Rasuwagadhi à Katmandou dans le but d'améliorer la connectivité transfrontalière.

Selon le rapport d'enquête, la construction du chemin de fer proposé nécessitera 5 ans et un investissement de 2,7 à 3,2 Mds USD, en plus de l'acquisition de terrains, des taxes sur les

importations de divers matériaux techniques et autres. Le financement du projet n'a pas été détaillé à ce stade.

La Banque centrale étudie la possibilité de mise en place d'un système de monnaie numérique

La *Nepal Rastra Bank* (NRB) a lancé une étude sur la possibilité d'utiliser une monnaie numérique dans le pays, dans le but de minimiser l'utilisation de billets en papier. Selon Prakash Shrestha, directeur exécutif de la NRB, deux panels ont été formés pour étudier la question notamment les systèmes mis en place par certains pays (Chine, Singapour et Hong Kong, entre autres).

Pour le moment, la banque centrale n'a pas autorisé la circulation de monnaie numérique dans le pays. Il y a quelques semaines, l'autorité monétaire avait même émis une mise en garde contre les transactions effectuées via la crypto-monnaie.

Plan d'investissement de 365 Mds NPR dans les infrastructures électriques d'ici 2025

La *Nepal Electricity Authority* (NEA) a prévu d'investir 364,7 Mds NPR (3 Mds USD) dans la construction d'infrastructures liées à l'approvisionnement en électricité au cours des quatre prochaines années. Dévoilant son plan jeudi, la NEA a déclaré que l'argent serait investi dans des mégaprojets, y compris les lignes de transmission à haute puissance. L'investissement dans les projets hydroélectriques, les filiales et la réforme du système de distribution d'électricité sont parmi les autres plans-cadres dans lesquels la NEA investira.

Dans le détail, le plan prévoit un investissement total de 102 Mds INR au cours de l'exercice 2021/22, 86,6 Mds en 2022/23, 88,4 Mds en 2023/24 et 87 Mds en 2024/25.

Amélioration des performances du secteur manufacturier au T4 2020/21

Le secteur manufacturier népalais, fortement impacté par la crise sanitaire, a pu améliorer ses performances au quatrième trimestre (mi-avril à mi-juillet) du dernier exercice.

Selon une étude publiée par la Confédération des industries népalaises (CNI), l'industrie manufacturière a été en mesure d'utiliser 64,8% de sa capacité de production tandis que les fabricants ont pu augmenter leurs revenus de 8%, contre une croissance négative de 4,7% au cours de la même période un an plus tôt.

Selon le rapport, 83% des fabricants ont exprimé leur volonté d'augmenter leurs investissements, citant l'évolution positive de la situation sanitaire. En revanche, le rapport indique que le coût de production des industries a augmenté de 4,9% dans le même temps.

Pakistan

Grands indicateurs économiques

- Augmentation du taux d'inflation à 9% contre 8,4% en août.
- La parité USD/PKR s'est maintenue à un niveau comparable à celui constaté la semaine dernière (1USD = 170,83 PKR) après être passé à 172 PKR mardi soir à la clôture des marchés.
- Le PSX reste orienté à la baisse : l'indice de référence de la Bourse du Pakistan (PSX) a clôturé mercredi à 44 666 pts, en baisse de 377,93 pts, ou 0,84%, par rapport à la veille.

Forte aggravation du déficit commercial au T1 2021/22

Les échanges entre le Pakistan et le reste du monde ont repris, au premier trimestre 2021/22 (juil. – sept.), atteignant 11,7 Mds USD contre 5,8 Mds USD au T1 2020/21. Le déficit commercial en septembre 2021 a augmenté de 70% pour atteindre 4,1 Mds USD, contre 2,4 Mds USD le même mois il y a un an.

Les « *Pandora papers* » identifient 700 Pakistanais ayant utilisé des sociétés offshore

Parmi les 700 Pakistanais figurent des personnalités liées au Premier ministre Imran Khan, telles que son ministre des Finances Shaukat Tarin ; son ministre des Ressources en eau Moonis Elahi ; l'ancien sénateur Faisal Vawda et ministre des Ressources en eau ou Abdul Aleem Khan, un dirigeant important du PTI (le

parti du Premier ministre) au Punjab, des membres de la famille du ministre de l'Industrie et de la Production Khusro Bakhtiar détiendraient également des comptes *offshore*. Les partis d'opposition ne sont pas en reste : Ali Dar, le fils du chef de la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N) ou Sharjeel Memon du PPP sont également impliqués dans des actions économiques passant par des sociétés écrans.

Le Premier ministre a annoncé la mise sur pied d'une équipe composée de trois personnes qui travaillera au sein de la Commission d'inspection du Premier ministre. Cette structure enquêtera sur les avoirs des Pakistanais qui ont été mentionnés dans les *Pandora Papers*. Son rôle consistera à vérifier que les capitaux de ces personnes procèdent d'opérations légales et si ces personnes ont déclaré leurs actifs.
Le ministère de la Justice détachera dans cette cellule « Pandora » des experts chargés des affaires juridiques. Des représentants du *Federal Board of Revenue* (FBR), de l'Agence fédérale d'enquête (FIA) et du NAB (bureau national chargé de la transparence financière */Accountability*) s'ajouteront au noyau dur actuel.

Mobilisation des milieux d'affaires et des industriels du textile pour faciliter le renouvellement du statut de SPG+

Contrairement à ce qu'annonçait la presse il y a deux semaines, le statut de SPG+ du Pakistan, attribué en 2014 et renouvelable avant 2024, n'a toujours pas fait l'objet d'une décision favorable par les instances de l'Union Européenne en charge de ce dossier. Selon les bureaux de l'UE à Islamabad, c'est le Parlement européen qui sera saisi de la demande d'extension de 2024 à 2034 du statut et qu'en l'état actuel, rien ne permettait de préjuger d'une décision favorable.

Pour autant, deux résolutions ont été approuvées par le Parlement permettant de préparer le rapport de conformité annoncé pour février 2022. Les conditions pour une reconduite du statut de SPG+ au Pakistan portent sur le respect et surtout la ratification par les deux chambres de 32 conventions internationales contre 27 auparavant. L'UE tient tout particulièrement à ce que le Pakistan ait signé les accords suivants :

- Les conventions sur les droits de l'Homme (peine de mort, protection des enfants, l'accès des personnes handicapées, inspection du travail, liberté des médias et le libre accès des ONG, etc.) ;
- La convention tripartite de consultation préalable des Nations Unies et la convention des Nations Unies sur le crime organisé transnational ;
- Les conventions sur l'environnement, elles devront expressément prévoir la substitution des engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto, désormais remplacé par l'accord de Paris sur le changement climatique.

La représentation européenne indique que le Pakistan semble se préparer de façon très responsable aux prochaines séances de négociations bien que certains points soient très sensibles (droits de l'homme, peine de mort et lutte contre la criminalité transnationale).

Explosion de la cybercriminalité depuis le début de la crise du Covid-19

Le nombre de plaintes déposées pour cybercriminalité a augmenté de 83% en 2020/21 par rapport à 20018/19. Les fraudes financières, le chantage, la diffamation et le piratage sont les crimes digitaux qui connaissent la croissance la plus rapide au Pakistan. Le phénomène de cybercriminalité n'est pas encore parfaitement cerné par l'Etat ou par le Parlement pakistanais. A partir des informations disponibles, Lahore apparaîtrait en tête du classement national en termes de plaintes, loin devant Karachi. Les responsables de la police au Pakistan considèrent qu'afin de rendre plus opérationnelle la lutte contre la cybercriminalité, il conviendrait à tout le moins que les lois l'encadrant prévoient des sanctions plus sévères qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Sri Lanka

Investissement record de 650 M USD dans les infrastructures portuaires

L'entreprise sri-lankaise John Keells Holdings (JKH) et l'entreprise publique *Sri Lanka Ports Authority* (SLPA) ont signé le 30 septembre un accord Construction-Opération-Transfert (BOT) avec la société indienne Adani pour la construction du Colombo *West International Terminal* (CWIT), menée par la société de projet du même nom. Adani détiendra une participation majoritaire de 51% dans CWIT, contre 34% et 15% respectivement pour JKH et la SLPA. D'une durée de 35 ans, l'accord prévoit un investissement de 650 M USD financé avec un ratio dette/fonds propres de 70:30.

La construction du nouveau terminal en eau profonde doit débuter en 2022 ; il sera partiellement opérationnel dès 2024 puis entièrement dès 2026, date à laquelle il portera la capacité de manutention annuelle du port de Colombo de 7 à 10,2 M d'EVP. Identifié comme un projet de développement stratégique, il complètera les quatre terminaux à conteneurs que comporte déjà le port, dont le *Colombo International Container Terminal,* détenu par la Chine et pour lequel *China Merchants Port Holdings Co*, une société chinoise cotée à Hong Kong, a investi 500 M USD. En 2020, le volume traité au port de Colombo avait chuté de 5% pour atteindre 6,8 M d'EVP ; il a augmenté de 7,6% en g.a. sur les sept premiers mois de 2021 à 4,2 M d'EVP.

Banque mondiale : Prêt de 500 M USD pour la connectivité routière des régions rurales

Le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a approuvé le 30 septembre un prêt à *spread* variable de 500 M USD, engagés au titre du Projet de Connectivité Inclusive et de Développement qu'elle mène à Sri Lanka. Ces fonds doivent servir à financer des routes sûres et résilientes face au changement climatique, offrant à 16 M d'habitants des communautés rurales des opportunités économiques en renforçant les chaînes d'approvisionnement alimentaire, tout en les rapprochant des services essentiels comme l'éducation et la santé.

Le projet sera mis en œuvre par le ministère des Autoroutes sri-lankais et un comité de pilotage national prochainement créé. Il s'inscrit dans l'objectif gouvernemental d'améliorer l'état de 100 000 km de routes rurales, alors que seules 13% d'entre elles sont en bonne condition à l'échelle du pays et que Sri Lanka, avec 3000 morts par an, affiche un taux de mortalité routière parmi les plus élevés en Asie du Sud. Le prêt, accordé par la BIRD, a une maturité finale de 28 ans, incluant un délai de grâce de 10 ans.

BAsD : prêt de 110 M USD pour le système de santé

La Banque asiatique de développement a approuvé le 1er octobre un prêt additionnel de 110 M USD dans le cadre de son Projet d'Amélioration du Système de Santé sri-lankais, débuté en 2018. Ce projet contribue à moderniser les unités de soins médicaux primaires et les hôpitaux de district dans les provinces du Centre, du Centre-Nord, de Sabaragamuwa et d'Uva, en renforçant les systèmes d'information sanitaires et de surveillance des maladies. Il s'est montré crucial dans la réponse immédiate apportée à la crise du Covid-19 en mars-avril 2020.

Le financement additionnel permettra de reconstituer les fonds utilisés dans le cadre de la pandémie pour rénover et accroître les infrastructures hospitalières, améliorer l'accessibilité des centres de soins, assurer la continuité de la prestation de services de santé ou développer des formations médicales en ligne. La BAsD fournira par ailleurs sous forme de dons 3 M USD supplémentaires provenant de son Fonds japonais pour la réduction de la pauvreté afin d'améliorer l'efficacité du système d'ambulances pré-hospitalières de Sri Lanka.

Nouvelle feuille de route de la Banque centrale pour les 6 prochains mois

La CBSL a dévoilé le 1er octobre sa "Feuille de route pour les six prochains mois pour assurer la stabilité macroéconomique et celle du système financier". Le document cherche à remédier à un contexte d'épuisement des réserves de change

du pays (3,5 Mds USD en août 2021, soit 2,2 mois d'importations) pour les porter d'ici mars 2022 à un minimum de 4 mois d'importations, alors que le niveau de la dette de l'Etat (101% du PIB fin 2020) s'accompagne d'une perte de confiance des marchés internationaux, qui considèrent le défaut du souverain comme assorti d'une probabilité élevée.

La Banque centrale cherche ainsi à mobiliser toutes les parties prenantes locales pour trouver les moyens d'honorer les échéances de dettes futures du pays. Tout en excluant un recours au FMI, elle appelle le gouvernement à multiplier les sources de financement d'ici mars 2022, avec de nouveaux prêts bilatéraux et multilatéraux projetés à 1,5 Md et 700 M USD respectivement et 700 M USD de prêts syndiqués, 1 Md USD investis dans des titres d'Etat libellés en roupies sri-lankaises et des entrées d'IDE chiffrées à 1,8 Md USD. La Banque centrale entend quant à elle recourir d'ici mars 2022 à des accords de *swap* pour 1,5 Md USD avec d'autres banques centrales et pour 1 Md USD sur le marché domestique. En parallèle, la part des obligations souveraines internationales (ISBs) dans le profil de la dette publique sera ramenée à 10% du PIB contre 17,4% fin 2020. Enfin, elle demande au gouvernement d'encourager la conversion des devises en doublant la taxation des profits des exportateurs (de 14 à 28%) s'ils ne convertissent pas leurs recettes d'exportations et en favorisant le recours aux canaux officiels plutôt qu'au marché des changes parallèle.

La stratégie contenue dans la feuille de route table sur une embellie prochaine de l'activité économique dans un contexte de sortie de la pandémie de Covid-19, avec une reprise progressive du tourisme, des exportations, des investissements dans le pays et des transferts de devises en provenance des travailleurs sri lankais ayant émigré à l'étranger. La Banque centrale vise ainsi une croissance du PIB réel de 5% en 2021 et de 6,5% en rythme annualisé au T1 2022 ainsi qu'une inflation maintenue entre 4 et 6%, grâce au resserrement de la politique monétaire notamment.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Note**	**Perspective**	**Risque-pays**	**Climat des affaires**
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : © DG Trésor